

Introduction

Leslie Piquemal



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ema/3493>

DOI : 10.4000/ema.3493

ISSN : 2090-7273

Éditeur

CEDEJ - Centre d'études et de documentation économiques juridiques et sociales

Édition imprimée

Date de publication : 10 novembre 2015

Pagination : 11-24

ISBN : 9782905838865

ISSN : 1110-5097

Référence électronique

Leslie Piquemal, « Introduction », *Égypte/Monde arabe* [En ligne], 13 | 2015, mis en ligne le 10 novembre 2015, consulté le 07 juillet 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ema/3493> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ema.3493>

LESLIE PIQUEMAL

INTRODUCTION

Le soulèvement de janvier-février 2011, séisme dans l'histoire politique égyptienne, a ouvert la porte à un éventail de différentes évolutions des rapports de genre dans l'espace public, des regards portés sur ces derniers par différents groupes sociaux, et du cadrage des comportements genrés par rapport au politique. Ces années révolutionnaires et post-révolutionnaires, et leurs vagues successives de mobilisation/démobilisation, ont été une période de luttes intenses autour des identités et des rapports de genre, entre le social, le culturel et le politique.

Avant 2011, pendant l'ère Moubarak, les limites imposées aux libertés publiques, en particulier la liberté d'association, d'expression et de rassemblement, prévenaient essentiellement toute perspective d'émergence de mobilisations de taille, à la fois féministes et indépendantes. Les droits des femmes étaient quasi-monopolisés comme enjeu social par le Conseil National des Femmes (Al-Maglis al-Qawmi li-l-Mar'a), sous l'impulsion de l'épouse du chef de l'Etat, Suzanne Moubarak (à côté d'une toute petite poignée d'acteurs indépendants très isolés¹). Après la participation importante des femmes aux mobilisations de janvier-février 2011 menant au renversement de Moubarak, les droits des femmes ont été menacés de différentes manières pendant les années suivantes, alors même que se multipliaient les initiatives indépendantes contre les violences sexistes et pour les droits des femmes. Depuis 2014, de nouvelles avancées juridiques ont été constatées, mais les mobilisations indépendantes sont de nouveau en danger, face aux efforts croissants des autorités pour mettre la société civile sous coupe réglée².

La place Tahrir, au centre-ville du Caire, représentait l'épicentre d'une co-appropriation de l'espace public par les citoyens égyptiens, femmes et hommes début 2011, en tant qu'espace politique et espace de mobilisation sociale. Cette place a acquis un statut particulier associé à l'image des

1. L'ONG HarassMap (<http://harassmap.org/en/who-we-are/how-and-why-we-began/>), créée en 2010 et Nazra pour les Etudes féministes (<http://nazra.org/en/about-us>), créée en 2005 figurent parmi les rares acteurs indépendants existant avant 2011.

2. Nicola Pratt, "Gendered paradoxes of Egypt's transition," 2015, p. 3.

manifestants chrétiens ou musulmans et de différentes affiliations politiques s'unissant pour une même cause – et aussi celle d'hommes et de femmes affrontant ensemble l'ire du régime. Tahrir « est devenu un symbole de l'exercice d'une nouvelle forme de citoyenneté ne passant pas par l'intermédiaire de hiérarchies de genre³ » ; les citoyennes femmes pouvaient y jouer des rôles de leader dans la revendication, la mobilisation et l'occupation des lieux de manifestation, traditionnellement perçus comme masculins. Ce lieu symbolique a longtemps conservé une dimension utopique dans l'imaginaire collectif de beaucoup d'Égyptiens. D'après nombre de témoignages, les interactions entre manifestants en janvier-février 2011 s'y déroulaient effectivement sur un mode inhabituellement égalitaire, inspiré par le sentiment d'une même volonté collective citoyenne, et dans l'absence des pratiques de violence verbale et physique à caractère sexuel contre les femmes, ordinairement très fréquentes dans l'espace public du centre-ville.

Rétrospectivement, il semblerait que cette expérience vécue par beaucoup d'Égyptiens ait été limitée à une sorte de microcosme révolutionnaire, circonscrit dans l'espace et dans le temps. Le harcèlement et les agressions sexuelles contre des femmes continuaient comme à l'accoutumée à l'extérieur de cette zone, et elles ont d'ailleurs rapidement gagné la place Tahrir, dans différentes dynamiques politiques et sociales, après ce soulèvement initial de 18 jours. En outre, les revendications de ce moment révolutionnaire n'étaient pas articulées en termes de genre ; les droits des femmes étaient globalement absents des appels à manifester comme des slogans et banderoles ; l'absence de violence sexuelle verbale ou physique était apparemment le produit spontané des conditions régnant Place Tahrir pendant ces 18 jours, et non issue d'un effort délibéré. Cependant, la dimension visible de cette égalité lors de la mobilisation de janvier-février place Tahrir semble avoir eu un impact durable sur certains individus⁴.

Les identités et les rôles de genre, les représentations genrées des citoyens et de la citoyenneté ont été instrumentalisées de différentes manières dans les discours et stratégies politiques depuis 2011. Cela apparaît déjà le 18 janvier 2011 dans l'appel à manifester par Asmaa Mahfouz, activiste du mouvement du 6-Avril ; dans une vidéo mise en ligne sur son blog, elle a annoncé son intention d'aller manifester elle-même et a appelé ses concitoyens à la rejoindre de la manière suivante : « *Montrez votre honneur et votre virilité et descendez place Tahrir le 25 janvier. Sinon, vous êtes un traître à la nation, comme la police et le Président*⁵... ». Clairement, il ne s'agissait pas de pro-

3. Mariz Tadros, "Politically Motivated Sexual Assault and the Law in Violent Transitions: A Case Study From Egypt," 2013, p. 8.

4. Je fais ici référence à de très nombreux cas individuels, personnellement rencontrés entre 2011 et 2014.

5. Asmaa Mahfouz, vidéo datée du 18 janvier 2011 (téléchargée et remise en ligne par un autre utilisateur de Youtube, avec des sous-titres anglais). Disponible sur <http://www.youtube.com/watch?v=SgjlMdsEuk>.

poser un discours féministe ou de déconstruire explicitement les paradigmes de genre dominants. Cependant, comme l'a souligné le chercheur Ahmed Kadry, en affirmant qu'elle se rendrait seule sur la place Tahrir si personne ne la rejoignait et en donnant son numéro de téléphone personnel au grand public, Asmaa Mahfouz a effectivement défié les normes sociales dominantes régissant le comportement des femmes égyptiennes et indirectement proposé une nouvelle approche genrée à la mobilisation politique⁶.

Inversement, les autorités égyptiennes ont aussi fait appel à des représentations genrées de la citoyenneté dans un discours politique visant à décrédibiliser ou à contrer la mobilisation protestataire à diverses reprises depuis 2011. On retiendra notamment les propos d'un général à un journaliste de CNN sur la pratique des « tests de virginité » imposés par des médecins militaires à nombre de manifestantes détenues lors de la dispersion violente du sit-in de la place Tahrir le 9 mars 2011. Si ces « examens » équivalaient en fait à des agressions sexuelles servant à humilier et « briser » ces femmes, le Conseil Suprême des Forces Armées (CSFA) qui détenait le pouvoir exécutif transitionnel, a défendu cette pratique.

« Ces filles détenues n'étaient pas comme ma fille ou la vôtre » a affirmé un général. « Elles passaient la nuit dans des tentes avec des manifestants hommes sur la place Tahrir (...) Nous ne voulions pas qu'elles disent que nous les avons agressées ou violées, donc nous voulions prouver qu'elles n'étaient déjà plus vierges. Et aucune d'entre elles ne l'était⁷. »

Cet exemple illustre bien la mentalité derrière l'approche employée par le CSFA et ses successeurs au sommet de l'Etat qui – bien plus souvent que les autorités égyptiennes d'avant 2011, si on recense les incidents et cas connus – ont fait usage de la violence sexuelle et sexiste et instrumentalisé les identités de genre, contre les hommes et les femmes tour à tour, en vue de juguler la dissidence. La chercheuse Mariz Tadros a estimé que « cet usage de la sexualité était politiquement motivé, planifié et orchestré de manière méthodique et cohérente » et a souligné les discours mettant en doute la 'virilité' des opposants politiques hommes et la 'respectabilité' (les bonnes mœurs) des opposantes femmes. Les pratiques de violence et d'humiliation sexuelles utilisées dans la sphère publique et/ou dans les lieux de détention faisaient partie d'un éventail de tactiques servant à briser les victimes en détruisant leur dignité et leur volonté de résistance physique et politique, à inspirer la peur et le sentiment d'impuissance chez d'autres, et à décourager en général la

6. Ahmed Kadry, "Gender and Tahrir Square: contesting the state and imagining a new nation," 2014, p. 3.

7. Shahira Amin, "Egyptian general admits 'virginity checks' conducted on protesters," CNN, 31 mai 2011, <http://edition.cnn.com/2011/WORLD/meast/05/30/egypt.virginity.tests/index.html>.

participation aux manifestations. Les agressions sexuelles collectives contre les femmes pendant les grands rassemblements place Tahrir, se multipliant à partir de 2012, tolérées et peut-être orchestrées en partie dans un premier temps⁸, ont aussi servi à décrédibiliser les manifestations protestataires. En tous cas, après l'image positive des femmes participant aux mobilisations politiques de rue début 2011, c'est la représentation des espaces publics de manifestation comme des lieux dangereux qui est devenue de plus en plus visible dans les médias et l'opinion publique⁹.

Cependant, le caractère dramatique et particulièrement choquant des agressions sexuelles et viols collectifs place Tahrir entre 2012 et 2013 a fini par surmonter l'obstacle du tabou discursif sur la violence sexuelle ; les efforts des initiatives luttant contre ces agressions et des organisations de défense des droits de l'homme ont peu à peu eu raison du silence médiatique en 2013. Ce phénomène a paradoxalement eu une série d'« effets secondaires » positifs en déclenchant un éventail de nouvelles luttes liées au genre. En premier lieu, la création de plusieurs collectifs d'intervention directe contre les agressions collectives, dont deux font l'objet d'études dans ce numéro ; certains sont devenus des groupes organisés pratiquant aussi des efforts de prévention et de sensibilisation publique à la pandémie du harcèlement sexuel « habituel », verbal et

8. Malgré des signes répétés de coordination entre nombre d'agresseurs, au moins jusqu'en juillet 2013, la nature chaotique de ces agressions, toujours dans l'obscurité et dans une foule compacte, n'a jamais permis d'établir avec certitude l'identité des attaquants et, le cas échéant, de ceux qui les auraient poussés à agir. Elles ont eu lieu sous la présidence du CSFA, de Morsi et d'al-Sîsi. Des faits mesurables existent cependant, permettant d'affirmer la complicité d'acteurs divers et variés entre 2012 et 2013 : l'absence quasi-totale de forces de police place Tahrir et aux alentours sur une très longue période, même lorsque les manifestations n'étaient pas contre le ministère de l'Intérieur en tant que tel ; le manque de coopération et de soutien des forces de l'ordre et des hôpitaux publics avec les survivantes ; le long déni partisan, gouvernemental et institutionnel de la réalité, de la nature et des proportions du problème ; le caractère sensationnaliste et/ou misogyne de beaucoup de la couverture médiatique du problème, lorsqu'il n'était pas passé sous silence ; l'instrumentalisation de cette violence par diverses forces politiques pour essayer de discréditer leurs rivaux ; etc. Pour plus d'informations et de contexte, voir l'interview de l'avocate spécialiste des droits de l'homme Ragia Omran pour Al-Jazeera, « Talk to Al Jazeera – Ragia Omran : Abused in Egypt », 30 mars 2013, <https://www.youtube.com/watch?v=X1VVDEAlMX8> Il faut relever aussi la culpabilité opportuniste et la complicité de nombreux Egyptiens se trouvant là et se joignant aux agresseurs initiaux, ou observant l'agression sans chercher à intervenir. Enfin, vers la mi-2013, les volontaires de collectifs anti-agression présents sur le terrain ont presque tous témoigné de leur impression (ou pour certains, leur conviction) qu'au fil du temps, de plus en plus d'agressions leur paraissaient spontanées, sans la moindre coordination. On peut en conclure une forte présomption qu'étant donné l'impunité totale des agresseurs jusqu'en juin 2014, une prolifération du phénomène a eu lieu suite la circulation de bouche à oreille, à travers le Grand Caire, de l'information que sur la place Tahrir c'était « quartier libre » pour harceler et agresser des femmes.

9. Mariz Tadros, « Politically Motivated Sexual Assault and the Law in Violent Transitions: A Case Study From Egypt, » 2013, p. 28. Dans la sphère publique on compte le viol (souvent par l'usage des mains et d'objets), les agressions sexuelles, la mise à nu ; dans les lieux de détention on peut y ajouter la torture à caractère sexuel. Depuis 2013, la violence sexuelle et sexiste en détention semble en forte croissance, et ce dans le cadre d'une tendance de généralisation des abus de pouvoir, des humiliations et de la torture dans les lieux de détention, signalée par quasiment toutes les organisations non gouvernementales de défense des droits de l'homme indépendantes, égyptiennes ou internationales.

physique, des femmes dans la sphère publique égyptienne. Ces nouveaux acteurs s'ajoutant à une poignée d'ONG préexistantes, on a assisté à la naissance d'un mouvement de mobilisation sociale et sociopolitique d'ampleur, dans le cadre duquel une nouvelle conscience féministe est née chez nombre de citoyens, femmes et hommes, et qui a mené à une

« révolution du paradigme de la mobilisation des femmes pour exiger leurs droits. La rue, et non pas la salle de conférence, est devenue l'espace principal de revendication. Elles ont légitimé leur revendications, non pas au nom des droits de l'homme et conventions internationales, mais au nom de leur participation à la Révolution du 25 janvier 2011 et ses objectifs de justice sociale et de liberté¹⁰. »

Dans ce mouvement, on a souvent revendiqué comme figures féminines idéales Samîra Ibrâhîm, qui a osé intenter un procès au médecin militaire qui lui avait infligé un soi-disant « test de virginité » en détention¹¹ et Hind Nâfe' ou *Sitt al-banât*, piétinée et mise à nu par des soldats dispersant un sit-in sur la place Tahrir, puis torturée en détention et qui, sur son lit d'hôpital, a refusé de saluer le maréchal Tantâwî du CSFA¹². On a ainsi assisté à une lutte pour défier les normes dominantes des identités de genre en redéfinissant la respectabilité féminine en termes politiques, sur le modèle des activistes femmes révolutionnaires revendiquant leur droit à la participation politique dans l'espace public, et en rompant le tabou sur la discussion publique de la violence sexiste extrême contre les femmes. C'est en partie pour essayer d'endiguer la prolifération de cette violence que certaines survivantes ont pris la parole, contribuant à rompre le silence médiatique sur le sujet en témoignant à visage découvert dans des émissions télévisées en 2013¹³ pour refuser la victimisa-

10. Nicola Pratt, "Gendered paradoxes of Egypt's transition," 2015, p. 3.

11. Sur ce procès, voir Habiba Mohsen, « What made her go there? Samira Ibrahim and Egypt's virginity test trial », Al-Jazeera, 16 mars 2012, <http://www.aljazeera.com/indepth/opinion/2012/03/2012316133129201850.html> ou Sherene Seikaly, "The Meaning of Revolution: On Samira Ibrahim", Jadaliyya, 28 janvier 2013, http://www.jadaliyya.com/pages/index/9814/the-meaning-of-revolution_on-samira-ibrahim

12. Hind Nâfe' a aussi été surnommée en anglais « the blue bra girl » (« la fille au soutien-gorge bleu ») parce que les soldats qui l'ont battue sur la place Tahrir (sans se savoir filmés de loin) en décembre 2011 ont arraché sa 'abâya (longue robe) noire ; la caméra a alors saisi l'image de Hind piétinée sous les bottes et gisant entre eux inconsciente, à demi-nue, en soutien-gorge bleu et en jean. Le surnom *sitt al-banât* (traduisible approximativement par « la grande dame parmi les filles ») lui a été donné en signe de respect, contre le discours insultant tenu dans les médias à son égard. Après sa sortie d'hôpital, Hind a rejoint un mouvement de lutte contre la torture. En 2015, elle a été condamnée par contumace à une peine de prison à vie pour son activisme. Pour plus d'informations, voir Nadine Marroushi, "The struggles – and hopes – of Hend Nafea," Middle East Eye, 9 février 2015, <http://www.middleeasteye.net/columns/struggles-and-hopes-hind-nafea-1025966697>.

13. Les cas les plus connus sont ceux de Hânia Muhîb et Yasmîn al-Baramâwî. Un extrait sous-titré en anglais de l'interview de Hânia Muhîb sur la chaîne Al-Nahâr est disponible ici <https://www.youtube.com/watch?v=1CGVbhDdK1M>; voir Heba Saleh, « Tahrir sexual assault victims speak out », Financial Times, 8 fév. 2013, <http://www.ft.com/intl/cms/s/0/e347c9a4-712a-11e2-9b5c-00144feab49a.html#axzz3go5rBsy9> ou Angelina Fanous, "The Place Women Go to Get Raped", Vice, 13 août 2013, <http://www.vice.com/read/the-place-women-go-to-get-raped-012378-v20n8/page/0>.



Inscription: "La voix des femmes c'est une revolution"

Ce poster a été créé par l'artiste de graffiti El Zeft qui a participé à des initiatives contre les agressions sexuelles. El Zeft a fait don de cette image pour toute utilisation dans des manifestations, événements ou mobilisations contre le harcèlement ou les agressions sexuelles, à condition que ce soit toujours à usage non lucratif. Elle a été utilisée dans la manifestation de février 2013 place Talaat Harb, contre les agressions sexuelles collectives. L'image a été reproduite depuis à différents endroits, y compris dans des expositions en Europe.

tion et la stigmatisation, et pour faire admettre aux médias et à l'opinion la réalité et l'ampleur du problème. Plus généralement, une réussite marquante du mouvement de lutte contre la violence sexiste a été l'affirmation d'un discours concurrent aux variantes nationalistes ou islamistes des discours rendant les victimes responsables de leur agression, et les stigmatisant en tant que corps dépositaires de l'honneur souillé de la nation. Dénonçant l'inaction des autorités qui les rendait au moins complices du phénomène, et appelant à la formulation d'une stratégie nationale contre toutes les formes de violence sexiste, le mouvement a peu à peu réussi à la recadrer comme une question touchant à l'intérêt général, comme problématique politique.

Le nouveau texte constitutionnel rédigé fin 2013 après la destitution du président Mohammad Morsi et soumis à référendum en janvier 2014, comporte un article engageant explicitement l'Etat égyptien à assurer l'égalité entre les sexes et la participation des femmes aux institutions gouvernementales¹⁴. Surtout en juin 2014, après des années de lutte, une loi définissant et criminalisant le harcèlement sexuel verbal et physique en tant que tel, a enfin été promulguée. Auparavant, malgré l'omniprésence de ce problème dans l'espace public et son effet sur quasiment toutes les femmes égyptiennes¹⁵, le droit égyptien (qui reflétait ainsi, en quelque sorte, l'attitude dominante dans la société, consistant à blâmer la victime ou trouver des excuses à l'agresseur) ne le reconnaissait pas en tant que tel. Il ne réprimait spécifiquement que la diffamation par les insultes, l'agression physique, l'atteinte à la pudeur (*hatk 'ird*) et le viol (dont la définition était et reste trop étroite). En juin 2014, la circulation sur Internet d'une vidéo de femme victime d'une agression sexuelle collective place Tahrir, lors de la victoire électorale de 'Abd al-Fattâh al-Sîsi a catalysé la mise sur l'agenda gouvernemental de la violence sexiste extrême dans les grands rassemblements, à côté de sa version plus « banale », la violence verbale et physique du quotidien dans l'espace public. Avec la chute de ce tabou, la reconnaissance officielle du problème au sommet de l'exécutif, et l'annonce de l'élaboration d'une stratégie nationale pour combattre la violence contre les femmes, on commence à entrevoir le début de la fin du déni général du phénomène endémique de violence sexiste et sexuelle dans la sphère publique en Égypte¹⁶.

Pendant, ces avancées au niveau du cadre juridique en vigueur et de l'attitude gouvernementale semblent finalement remises en cause par le recul graduel des libertés d'expression et d'association depuis fin 2013. Différentes politiques ont été mises en place pour prendre le contrôle de la société civile en encadrant de plus en plus strictement les activités des acteurs sociaux ou

14. Elsadda, Hoda. « Article 11: feminists negotiating power in Egypt », 2015.

15. Plusieurs études le confirment. Par exemple : UN Women, « Study on Ways and Methods to Eliminate Sexual Harassment in Egypt », 2014, p. 6, http://harassmap.org/en/wp-content/uploads/2014/02/287_Summaryreport_eng_low-1.pdf.

16. Al Jazeera, "New law to end sexual harassment in Egypt", 12 juin 2014, <http://www.aljazeera.com/news/middleeast/2014/06/new-law-end-sexual-harassment-egypt-2014612101924323684.html>.

politiques ayant une voix dissidente ou critique des autorités ou de leur performance¹⁷, finissant aussi par affecter nombre de mobilisations contre la violence sexiste et pour les droits des femmes. Cette période a été celle de la remontée en puissance du Conseil National des Femmes, très proche des autorités et dont la présidente Mervat al-Tallâwî a présidé à la rédaction d'une loi répressive d'encadrement des ONG lorsqu'elle était Ministre de la Solidarité sociale sous Moubarak. Le Conseil est chargé de la rédaction de la stratégie nationale pour combattre la violence contre les femmes, dont le processus a déjà été critiqué par différents acteurs indépendants en raison de son manque de transparence et son caractère peu inclusif. Aujourd'hui « *réhabilité comme voix officielle de la question des femmes, après avoir été marginalisé sous le CSFA puis Morsy*¹⁸ », le CNF est peu apprécié par les ONG et collectifs indépendants luttant contre la violence sexiste et pour les droits des femmes. Une manifestation prévue en juin 2014 a été boycottée par plusieurs de ces acteurs lorsqu'ils ont appris la participation centrale du CNF à l'événement, retenant son attitude passée de déni et/ou d'instrumentalisation politique des agressions sexuelles collectives place Tahrir en 2012-13. Le jour de cet événement, deux manifestants portant des pancartes condamnant la violence sexuelle commise par les services de sécurité ont été arrêtés par la police et détenus plusieurs heures.

En 2015, il semblerait finalement que les politiques du gouvernement de 'Abd al-Fattâh al-Sîsi aient été pensées, moins en vue de libérer les femmes égyptiennes, de les défendre ou d'en faire des citoyennes égales en droits aux Egyptiens, que de les gagner à la cause du régime, de les coopter dans le cadre d'un nouveau contrat sociopolitique patriarcal. En effet, ce sont plutôt les voix des Egyptiennes pro-militaires qui ont été mises en avant, alors que les dissidentes et activistes – islamistes ou laïques – critiques du régime ou de ses politiques, semblent bien moins méritantes de la protection de l'Etat, et font généralement l'objet de violences sexistes, de torture et d'abus divers et variés lorsqu'elles sont détenues¹⁹.

17. On retiendra notamment la remise en cause répétée de la légitimité des ONG indépendantes de défense des droits de l'homme en raison de leur statut juridique ambigu, et des sources non égyptiennes de leurs financements – aspect qui fait l'objet d'une longue enquête juridique datant de 2011 et poursuivie depuis 2014 contre les ONG indépendantes égyptiennes. De multiples autres moyens de pression ont été employés contre ces dernières (voir par exemple POMED, « Under Threat: Egypt's Systematic Campaign against NGOs », mars 2015, <http://pomed.org/pomed-events/egypts-ongoing-campaign-against-civil-society/> Cairo Institute for Human Rights Studies, « Freedom of Association in Egypt. Submission to the 20th session of UPR (Oct.-Nov 2014) », 15 mars 2014, http://www.cihrs.org/wp-content/uploads/2014/10/Freedom_of_association_in_Egypt_UPR_HRC_EN.pdf ; Human Rights Watch, « Egypt: Renewed Crackdown on Independent Groups. Government Investigating Human Rights Workers », 15 juin 2015, <https://www.hrw.org/news/2015/06/15/egypt-renewed-crackdown-independent-groups>).

18. Nicola Pratt, "Gendered paradoxes of Egypt's transition," 2015, p. 3.

19. Voir FIDH "Hypocrisie au sommet de l'Etat: les violences sexuelles commises par les forces de l'ordre en Egypte", mai 2015, https://www.fidh.org/IMG/pdf/egypte_rapport_francais.pdf.

Cependant, les luttes liées au genre continuent et persistent sous différentes formes, des efforts et volontés individuelles aux ONG et collectifs de sensibilisation et de lutte contre diverses formes de violences sexiste et/ou liée au genre. Ce numéro d'*Égypte/Monde arabe* traite donc de différents aspects des nouvelles luttes liées au genre en Égypte depuis 2011. On y notera la combinaison de textes scientifiques de facture plus « classique » avec des contributions plus militantes, entre le témoignage et l'analyse, et ajoutant parfois des recommandations pour la poursuite de la lutte. Cette orientation du numéro reflète la nature mixte – entre recherche, activisme et expertise dans le secteur non-gouvernemental ou en organisation internationale – du travail de nombre de chercheuses s'intéressant aux combats pour les droits des femmes et/ou aux violences sexistes. Elle reflète aussi le fait que l'attention scientifique, experte et militante portée à ces combats vient presque exclusivement de femmes. Ce choix éditorial résulte aussi de la nécessité de continuer²⁰ à donner voix aux rares travaux réalisés entre 2011 et 2015 à partir d'enquêtes de terrain approfondies en Égypte, malgré des conditions difficiles, et sur des objets de recherche parfois sensibles et éphémères. Ceci traduit enfin la volonté constante d'*Égypte/Monde arabe* la volonté de produire une connaissance scientifique de qualité, transdisciplinaire sur ces objets de recherche, face à l'apparition récurrente des approches orientalisantes au problème de la violence contre les femmes dans le monde arabe²¹ et de son traitement sensationnaliste (voire à coloration islamophobe ou raciste) dans certains médias²².

Nous présentons une ouverture large du sujet en la contribution à la fois factuelle et militante de Dalia Abd el Hameed, militante et spécialiste de la recherche et du plaidoyer sur les problématiques du genre et de la santé en ONG de défense des droits humains. Elle y examine une cause centrale du « *gender paradox* » égyptien : malgré des progrès considérables au niveau éducatif et sanitaire, on continue à y observer un niveau médiocre de participation féminine au marché du travail et en politique. Dalia Abd el Hameed souligne la persistance de rapports hommes-femmes fortement inégalitaires dans la sphère privée, liés au « culte de la domesticité » associé aux femmes ; cette tendance issue de l'approche déséquilibrée du « féminisme d'Etat » à

20. Plusieurs textes sur l'Égypte figurant dans un numéro précédent d'*Égypte/Monde arabe* intitulé « Gouvernance locale dans le monde arabe et en Méditerranée : Quel rôle pour les femmes ? » (3^e série | n° 9, 2012), <http://ema.revues.org/2962>.

21. Voir l'analyse de Alaa Shehabi, « A problematic discourse: who speaks for Arab women? », *OpenDemocracy*, 17 déc. 2012, <https://www.opendemocracy.net/5050/alaa-shehabi/problematic-discourse-who-speaks-for-arab-women> ; le texte de Mona el Tahawy, « Why Do They Hate Us? The real war on women is in the Middle East », *Foreign Policy*, 23 avril 2012, <http://foreignpolicy.com/2012/04/23/why-do-they-hate-us/> a notamment été critiqué sur ce plan.

22. Parmi de nombreux exemples : *Daily Mail* online, « 'Please God, make it stop!' British female journalist, 21, describes horrific sexual assault in Egypt's Tahrir Square after election result », 27 juin 2012, <http://www.dailymail.co.uk/news/article-2165445/British-journalist-Natasha-Smith-22-recalls-horrific-sexual-assault-Egyptys-Tahrir-Square.html#ixzz3kKOPrDFB>.

l'époque nassérienne a perduré jusqu'à ce jour, avec un soutien important de l'opinion publique. Seules les ONG indépendantes et les nouvelles mobilisations féministes post-2011 se sont attaquées aux symptômes de ce phénomène et à ses conséquences inquiétantes : la multiplication des violences sexistes contre les femmes dans l'espace public, issue de l'extension des rapports de domination genrée de la sphère privée, vers la rue. Grâce à ces nouveaux acteurs féministes, une « masse critique » consciente de ce problème au sein des milieux politisés, fonctionne comme groupe de pression contribuant à rectifier le discours public à ce sujet. L'étape suivante devra être la sensibilisation de ces milieux aux problématiques de genre dans la sphère privée, recommande l'auteure.

Ensuite, la doctorante Hind Ahmad Zaki apporte une contribution significative à la compréhension du soutien au président 'Abd al-Fattâh al-Sîsi au sein de l'opinion publique égyptienne, par son analyse des mutations des discours sur le genre et des limites du féminisme d'Etat, au regard de la notion des « *femmes de Sissi* », en vogue depuis 2013. Cette représentation simpliste des femmes égyptiennes en bloc comme partisans du maréchal-président cache en fait une multitude de revendications adressées à l'Etat et de lectures des droits des femmes. Déconstruisant cette notion, Hind Ahmad Zaki y apporte l'éclairage politico-historique des différents imaginaires genrés de l'Etat-nation et des femmes égyptiennes au vingtième siècle, ainsi que de leurs expressions politiques, puis de l'amorce d'une nouvelle représentation « révolutionnaire » des Egyptiennes en 2011 et après. Ces imaginaires nous permettent de décrypter le mythe médiatique des « *femmes de Sissi* » comme tentative de construction d'une nouvelle forme discursive du féminisme d'Etat qui apporte finalement peu de gains tangibles aux Egyptiennes, en cette période de forte polarisation politique et identitaire.

Marta Agosti, doctorante et experte en développement international nous livre une étude des modalités changeantes de l'engagement civique des citoyennes et citoyens ordinaires égyptiens depuis 2011, à la fois dans et en-dehors des cadres associatifs ou institutionnels, pour le changement social et spécifiquement pour les droits des femmes. Explorant l'articulation du féminisme du quotidien (*everyday feminism*), ce texte souligne l'importance de la participation de la jeunesse dans ce non-mouvement organique et capable de gérer positivement la diversité, et ce faisant, dans la remise en cause des anciennes représentations de l'Etat-nation. Ainsi, Marta Agosti apporte une réponse importante à la question de ce qu'est devenue la jeunesse égyptienne qui semblait tant investie dans la recherche du changement en 2011 : elle continue tant bien que mal à s'engager dans la sphère publique, malgré les limitations et les obstacles liés aux structures persistantes de l'ancien régime. A travers ces dernières, les acteurs étatiques s'efforcent, avec une certaine efficacité, de contenir ce non-mouvement et de circonscrire l'engagement civique des Egyptien(ne)s dans la sphère publique à leur seul paradigme.

Après ce premier volet consacré aux niveaux « macro » d'analyse, nous nous intéressons à un angle plus étroit, à commencer par le chapitre de la jeune docteure en anthropologie Perrine Lachenal sur les pratiques et les discours de participantes aux cours d'auto-défense réservés aux femmes. Son étude ethnographique de ces éléments distingue différentes modalités de « mise en récit » de la violence physique mise au féminin et de sa légitimité, éclairant le cadrage qui donne sens et intelligibilité à cette pratique pour ses acteurs mais la circonscrit également, et limite le potentiel subversif de ces transgressions des modèles dominants des identités de genre. Soulignant la détermination de ces récits par les positionnements sociaux différents de leurs narratrices dans les rapports de pouvoir, Perrine Lachenal met en exergue la limitation du champ des possibles pour chacune en matière de légitimation de la violence féminine, mais aussi leurs manières d'utiliser et de détourner les normes sociales. Au prisme de ces mises en récit des pratiques de l'auto-défense féminine, elle révèle des glissements et transformations des dynamiques de genre dans la société égyptienne en phase révolutionnaire.

Doctorante en anthropologie, Angie Abdelmonem nous présente la première de trois études de cas sur de nouveaux acteurs associatifs dans le champ de la lutte contre les violences sexistes dans l'espace public. Elle traite ici d'une question soulevée par certains de leurs détracteurs: la dépolitisation du problème du harcèlement sexuel ou plus largement, de la violence sexiste dans la sphère publique, par certains mouvements traitant de cette question au niveau communautaire. Analysant l'approche de l'ONG HarassMap qui s'attaque à l'effet du spectateur ou effet du témoin²³ contribuant à rendre passifs les passants spectateurs d'un acte de harcèlement sexuel, Angie Abdelmonem explore ses efforts pour faire évoluer les normes de genre dominantes afin qu'émergent des publics locaux socialement responsables, et pouvant constituer une masse critique susceptible de pousser pour le changement politique et légal au niveau étatique. Elle appelle à repenser le politique et la politisation pour une meilleure lecture des efforts militants pour transformer les représentations et les pratiques du public, visant à construire un changement par le bas susceptible de forcer la mise sur agenda d'une problématique comme le harcèlement sexuel de rue, par le gouvernement.

La doctorante Sandra Fernandez nous propose un regard ethnographique à l'intérieur d'un mouvement de lutte contre le harcèlement sexuel dans la sphère publique en Égypte, par la sensibilisation et l'intervention non-violente. Cette contribution explore le rôle des volontaires hommes du mouvement à travers le prisme de la voix masculine, soutenant la voix féminine et se distinguant des autres postures masculines dans les rues du Caire. L'auteure introduit le cadrage du terme *taharrush* (« harcèlement ») et son

23. L'« effet du témoin » désigne la tendance à se tenir à l'écart et s'abstenir d'aider une personne en détresse, lorsque d'autres personnes sont présentes, pour différentes raisons bien explorées par la recherche socio-psychologique.

emploi par le mouvement dans le cadre d'une lutte genrée pour l'espace public. Elle utilise les récits de membres des équipes d'intervention pour situer et comprendre les types de masculinité en jeu dans ce contexte, ainsi que le sens qui y est donné à l'exercice de la voix. A travers la narration, Sandra Fernandez nous permet de comprendre, au niveau anthropologique, en quoi le mouvement est devenu un laboratoire de reformulation des idées de masculinité et de féminité, ensuite mises en œuvre pendant les campagnes de sensibilisation et les rondes des équipes d'intervention.

Enfin, ma propre contribution invite le lecteur à l'intérieur d'un autre collectif, OpAntiSH (Operation Anti-Sexual Harassment/Assault ou *al-Quwwa dedd al-Taharrush*) – pratiquant cette fois uniquement l'intervention directe contre les agressions sexuelles collectives à l'encontre des femmes sur la place Tahrir pendant les grands rassemblements à caractère politique. Parmi les groupes agissant sur ce terrain, OpAntiSH – fondé par des activistes d'orientation clairement féministe – était le seul à toujours intégrer délibérément ses volontaires hommes et femmes dans toutes ses équipes. Ceci a soulevé une série de problématiques liées au genre au sein des équipes d'intervention, que ce texte explore à travers les récits des volontaires sur le sens donné à la mixité des équipes ; sur les différentes représentations des rôles genrés à l'intérieur des équipes ; et sur la gestion et la négociation des dynamiques de genre dans ce contexte. Cette contribution, volontairement très empirique, apporte un regard singulier à l'intérieur de l'expérience vécue d'un collectif féministe qui s'est avéré éphémère, donc ne sera plus accessible à la recherche à moins qu'il ne redevienne actif.

En conclusion, ce numéro d'*Égypte/Monde arabe* apporte à la fois un regard d'ensemble macrosociologique et politique, et un éventail d'études de cas ethnographiques, microsociologiques et sociopolitiques des nouvelles luttes liées au genre en Égypte depuis 2011. Cette exploration de mobilisations et de registres d'action en période révolutionnaire et postrévolutionnaire, se veut à la fois scientifique et militante. Si certains objets de recherche ne pourront plus faire l'objet d'enquêtes de terrain, on peut espérer néanmoins que ces nouvelles luttes liées au genre survivront aux pressions sur l'espace public et se développeront, passant par de multiples mutations qui pourraient faire l'objet d'un second volet d'études à l'avenir.

 RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Al Jazeera, « New law to end sexual harassment in Egypt », 12 juin 2014, <http://www.aljazeera.com/news/middleeast/2014/06/new-law-end-sexual-harassment-egypt-2014612101924323684.html> Consulté le 20 sept. 2015.
- Amin, Shahira. "Egyptian general admits 'virginity checks' conducted on protesters," CNN, 31 mai 2011, <http://edition.cnn.com/2011/WORLD/meast/05/30/egypt.virginity.tests/> Consulté le 20 sept. 2015.
- Elsadda, Hoda. « Women's rights activism in post-Jan25 Egypt: Combating the shadow of the first lady syndrome in the Arab world », *Middle East Law and Governance*, vol. 3 no. 84, 2011.
- Elsadda, Hoda. « Article 11: feminists negotiating power in Egypt », *Open Democracy*, 2015. Disponible sur <https://www.opendemocracy.net/5050/women-and-arab-spring> Consulté le 20 sept. 2015.
- Fanou, Angelina. "The Place Women Go to Get Raped", *Vice*, 13 août 2013, <http://www.vice.com/read/the-place-women-go-to-get-raped-012378-v20n8> Consulté le 20 sept. 2015.
- Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme (FIDH), "Hypocrisie au sommet de l'Etat: les violences sexuelles commises par les forces de l'ordre en Égypte", mai 2015, https://www.fidh.org/IMG/pdf/egypte_rapport_francais.pdf.
- Kandiyoti, Deniz. « Disquiet and despair: the gender sub-texts of the 'Arab spring' », *OpenDemocracy*, 26 juin 2012, <https://www.opendemocracy.net/5050/deniz-kandiyoti/disquiet-and-despair-gender-sub-texts-of-arab-spring> Consulté le 20 sept. 2015.
- Marroushi, Nadine. "The struggles – and hopes – of Hend Nafea," *Middle East Eye*, 9 février 2015, <http://www.middleeasteye.net/columns/struggles-and-hopes-hind-nafea-1025966697> Consulté le 20 sept. 2015.
- Mohsen, Habiba. « What made her go there? Samira Ibrahim and Egypt's virginity test trial", *Al-Jazeera English*, 16 mars 2012, <http://www.aljazeera.com/indepth/opinion/2012/03/2012316133129201850.html> Consulté le 20 sept. 2015.
- Omran, Ragia. Interview par Al-Jazeera English pour l'émission « Talk to Al Jazeera – Ragia Omran : Abused in Egypt », 30 mars 2013, <https://www.youtube.com/watch?v=X1VVDEAIMX8> Consulté le 20 sept. 2015.
- Pratt, Nicola. « Gendered paradoxes of Egypt's transition », *Open Democracy*, 2 fév. 2015, <https://www.opendemocracy.net/5050/nicola-pratt/gendered-paradoxes-of-egypt%E2%80%99s-transition> Consulté le 3 fév. 2015.
- Saleh, Heba « Tahrir sexual assault victims speak out », *Financial Times*, 8 fév. 2013, <http://www.ft.com/intl/cms/s/0/e347c9a4-712a-11e2-9b5c-00144feab49a.html#axzz3go5rBsy9> Consulté le 20 sept. 2015.
- Seikaly, Sherene, "The Meaning of Revolution: On Samira Ibrahim", *Jadaliyya*, 28 janvier 2013, http://www.jadaliyya.com/pages/index/9814/the-meaning-of-revolution_on-samira-ibrahim Consulté le 20 sept. 2015.

- Tadros, Mariz « Politically Motivated Sexual Assault and the Law in Violent Transitions: A Case Study From Egypt », Institute of Development Studies, http://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/bitstream/handle/123456789/2950/ER8%20final%20online.pdf?sequence=1&utm_source=idswebsite&utm_medium=download&utm_campaign=opendocs Consulté le 20 sept. 2015.
- UN Women, HarassMap et al. *Study on Ways and Methods to Eliminate Sexual Harassment in Egypt*. 2013. http://www.dgyn.de/fileadmin/user_upload/DOKUMENTE/English_Documents/Sexual-Harassment-Study-Egypt-Final-EN.pdf Consulté le 20 sept. 2015.
- Zaki, Hind Ahmad et Abd elHameed, Dalia. "استباحة-النساء-في-المجال-العام" (Estibaha(t) al-Nisa' fe-l-Majal al-'Amm), article en 2 parties, *Jadaliyya*, 8-10 jan. 2014. Disponible sur <http://www.jadaliyya.com/pages/index/15925/1-استباحة-النساء-في-المجال-العام-1> and <http://www.jadaliyya.com/pages/index/15944/2-استباحة-النساء-في-المجال-العام-2>. (Traduction anglaise de la première partie disponible également sur *Jadaliyya*, voir http://www.jadaliyya.com/pages/index/18455/women-as-fair-game-in-the-public-sphere_a-critical) Consultés le 20 sept. 2015.